l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
25 mai 1976
No 496
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

NON A UNE INTERVENTION FRANÇAISE AU LIBAN

Éditorial

La bourgeoisie monopoliste française se croit-elle revenue aux plus beaux temps de son ancien empire colonial ? Le projet de Giscard d'envoyer au Liban une force militaire de 2 à 3 régiments (environ 3 000 hommes), constitue une intolérable atteinte à la souveraineté de ce pays, une grossière ingérence dans ses affaires intérieures, typiquement impérialiste. Car s'il proteste que cette opération se ferait «avec l'accord du gouvernement libanais» et «pour consolider un accord de cessez-le-feu», Giscard a quand même tenu à préciser que les troupes françaises qui seraient ainsi dépêchées seraient «entraînées, prêtes à combattre dans les zones critiques». Exactement comme celles qui furent envoyées là-bas, en 1860, lors de l'expédition coloniale dirigée par le général de Beaufort et qui devait aboutir à la partition du pays.

Il est bien évident que ce n'est pas la défense de quelques intérêts des monopoles français subsistant encore au Liban, dans un pays à moitié détruit, ravagé par la guerre civile, qui justifie ce projet d'intervention néo-coloniale à peine camouflée. Pour le comprendre il faut bien le replacer dans le cadre de la tension internationale grandissante qui règne dans la Méditerranée et tout le Proche-Orient, du fait de la rivalité accrue des deux superpuissances dans cette région du monde située au flanc sud de cette Europe tant convoitée. Manifestement la bourgeoisie monopoliste française s'inquiète de cette situation dans le contexte des pressions politiques et militaires grandissantes qu'exerce sur l'Europe le social-impérialisme russe.

C'est ce que prouvent les efforts déployés par le gouvernement pour «rééquilibrer» l'Europe par le Sud,

(Suite p. 2)

Un chiffre terrible éclaire l'âpreté du conflit libanais : depuis le début du mois de mai, la guerre civile a fait à Beyrouth plus de victimes que les raids massifs des «B-52» sur Hanoi en décembre 1972.

Depuis le 1er mai on estime — mais ces chiffres bien approximatifs risquent d'être en deça de la vérité — que 1 300 personnes auraient été tuées, un plus grand nombre encore blessées.

Pourtant, malgré cette tuerie générale dont le peuple libanais est la première victime, un fragile espoir apparait avec l'annonce de l'ébauche d'un «plan global de paix» qui serait surgi des entretiens que le nouveau président élu, Elias Sarkis, vient d'avoir avec les porte-paroles des différents courants politiques libanais et le chef de la Résistance palestinienne, Yasser Arafat.

Ce plan, qui respecterait les accords du Caire, signés en 1969, reconnaissant l'autonomie de la Résistance palestinienne et son droit de s'organiser au Liban, comporterait trois points :

— l'adoption d'une trêve reconductible de 48 heures en 48 heures. Celle-ci devrait créer un climat permettant la démission de Soleiman Frangié de la présidence de la République et l'entrée en fonction de son successeur ;

— la proclamation de la «fin définitive de la guerre civile» excluant le recours à la force pour régler les conflits politiques. Si une telle proclamation avait lieu le retrait de forces sous commandement syrien serait alors facilité.

— la convocation d'une «table ronde» par le nouveau président, en vue de parvenir à un «accord politique global» susceptible de mettre fin à la crise en préservant l'unité et l'indépendance du Liban.

Par ailleurs l'esquisse d'un rapprochement entre l'Egypte et la Syrie se dessine, à l'initiative d'une médiation entreprise par le Koweit et l'Arabie saoudite. Les représentants au plus haut sommet des quatre pays devaient se rencontrer ces jours-ci à Ryad mais leur rencontre a été ajournée au dernier moment sans qu'il soit possible à l'heure actuelle de définir à quelle date elle pourra se tenir.

Un tel rapprochement, qui resserrerait les rangs des pays arabes autour de la Résistance palestinienne en préservant l'indépendance et l'unité de celle-ci, de même que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, serait une excellente chose à l'heure où ce pays est confronté à une nouvelle et grossière ingérence émanant cette fois-ci de l'impérialisme français.

Giscard veut rester

Le petit jeu d'anticipation auquel se livrent leaders de la majorité présidentielle et de l'opposition vient de connaitre de nouveaux développements. Giscard d'Estaing a, aux États-Unis, donné un coup d'accélérateur à la polémique en cours : il a nettement affirmé qu'en cas de conflit entre le président de la République et le Parlement, également élus au suffrage universel, lui, Giscard, ne démissionnerait jamais. Il répondait ainsi à G. Marchais qui, quelques jours auparavant, avait lancé que Giscard devrait *«se soumettre ou se démettre»*. Les choses sont donc bloquées pour ce qui est des contradictions entre ces deux tendances de la bourgeoisie. Ce n'est pas la Constitution qui lui permettra de résoudre ce problème : car une chose est certaine, c'est que la Constitution de la Ve République fournit tous les prétextes d'un coup de force pour l'une ou l'autre des fractions en présence.

La coordination étudiante de Rennes décide

_BOYCOTT DES EXAMENS
_7é COORDINATION NATIONALE LES 28 ET 29 MAI A TOULOUSE LE MIRAIL

(ARTICLE P. 5)

France-Urss
Au rendez vous des PDG

Les «affaires» révisionnistes vont bon train à «France-URSS», mais le requin social- fasciste dévore petit à petit l'ablette révisionniste. Faute de fonds, malgré une activité florissante du «service voyage» (les voyages vers l'URSS deviennent le rendez-vous des PDG, vu leurs prix, tel celui des Galeries Lafayette qui s'est fait inscrire pour un stage culturel de russe ??)

L'ancienne coopérative du PS de la rue Boissière 15e, futur local de l'association sera achetée par «Intourist» (agence de voyage soviétique) qui louera ces locaux très cher à France-URSS avec obligation à celle-ci de faire 40 millions (anciens francs) de travaux pour entrer dans les lieux.

Où va l'argent de «France-URSS» nous direz-vous ? Bien dans les poches des administrateurs qui, aux dires des syndicalistes de l'association, sont «arrivés», nommés par le PCF «juste avec leur veste sur le dos» (sic) et sont maintenant propriétaires de résidences secondaires, voitures, voyagent beaucoup en URSS et ailleurs.

Depuis l'avénement de l'actuel secrétaire général, le «roi Roussat», comme l'appellent les travailleurs de «France-URSS», qui se complait à cette phrase : «Depuis que je commande ici» (sic), la situation s'est encore dégradée — coquins et copains — et les quelques ouvriers, leurrés par le prestige de la Révolution socialiste de l'URSS, anciens clients, ont fait place au «Tout-Paris» (il faut compter 150 F par jour dans les super-palaces soviétiques).

Le plus triste est que certains vieux militants communistes, trompés par le social-fascisme soviétique et ses alliés révisionnistes envoient des fonds, comme ce retraité qui préleva 500 F sur sa retraite, ou ce métallo 100 F sur son salaire pour la remise en état des locaux de Ménilmontant. Sans doute étaient-ils loin de se douter qu'ils contribuaient aux agapes de ces «Messieurs». Lorsque ces vérités éclateront au grand jour, leur colère aussi éclatera.

Caron-Ozanne (Caen)
LA RIPOSTE S'ORGANISE

L'Humanité rouge — comme l'ensemble de la presse quotidienne — n'est pas parue vendredi. Avec tous les ouvriers et travailleurs du livre qui protestaient ainsi contre l'expulsion brutale des grévistes de l'imprimerie Caron-Ozanne par les forces de répression, nous nous sommes joints à la grève nationale qui avait lieu ce jour-là.

Mais notre solidarité active ne s'arrête pas à cette seule journée. Les travailleurs de Caron-Ozanne savent qu'ils peuvent compter en permanence sur nos colonnes pour répercuter leurs luttes. Le combat continue.

Dans la nuit de mercredi 19 mai à jeudi 20 mai, à 3 heures du matin, la bourgeoisie a une fois de plus envoyé ses flics contre des travailleurs, contre ceux de Caron-Ozanne en lutte contre le démantèlement de leur entreprise et contre tous licenciements.

Rappelons les faits. C'était le 5 juin, M. Doreau, le directeur de l'imprimerie Caron-Ozanne, annonçait au comité d'établissement le licenciement de 48 travailleurs sur les 156 qu'emploie l'usine. Il menaça d'ailleurs de fermer l'usine s'il y avait une riposte.

(Suite p. 4)

Une nouvelle théorie sociale-impérialiste

Le nivellement du développement des pays du COMECON

Le «nivellement» du développement économique des pays du «Comecon» est une «nécessité historique» et correspond à un «objectif général». C'est là une thèse que l'on rencontre fréquemment dans la presse soviétique en ce moment.

En fait, par «niveler», les révisionnistes soviétiques entendent drainer les équipements, les capitaux et la main d'œuvre de certains pays plus développés du Comecon et s'assurer le contrôle sur la souveraineté et la richesse de ces pays. Il s'agit là d'une nouvelle thèse visant à accentuer le pillage, l'exploitation et la mainmise de l'URSS sur ces pays.

La presse soviétique affirme que la meilleure méthode de nivellement consiste à «accélérer l'industrialisation des régions et secteurs arriérés». Mais, bien que l'URSS soit une superpuissance, il est connu que nombre de ses secteurs industriels traînent la patte et que certaines de ses vastes régions, la Sibérie par exemple, ont un développement qui se situe loin derrière celui de certains pays de l'Est.

Les accords d'«investissement conjoint» se multiplient

Ces derniers ont donc été fermement priés, ces dernières années de fournir de la main d'œuvre, des matériaux et des fonds à l'URSS pour l'aider à contruire des combinats géants, mettre en valeur ses ressources et établir ou élargir ses bases de matières premières et de combustibles.

En 1972, l'URSS a obligé la Bulgarie, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est et la Pologne à signer un accord d'«investissement conjoint» destiné à la construction du combinat de pâte à papier d'Ustilimsk en Sibérie.

Cet accord demandait à ces pays de fournir à l'URSS entre 1973 et 1978, fonds, machines, équipements et matériaux pour une valeur de plus de 300 millions de roubles. En 1973, les pays de l'Est ont dû participer, pour le compte de l'URSS, à la construction du combinat d'Asbeste Kiembaevsk, dans le sud de l'Oural. Coût pour ces pays : 100 millions de roubles. Même chose pour la construction du gazoduc d'Orenbourg, actuellement en cours.

L'intégration économique des pays révisionnistes d'Europe de l'Est.. et Brejnev. (dessin tiré de la revue albanaise Hosteni).

Long de 2 750 km, il a été partagé entre la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA et la Tchécoslovaquie, chaque pays devant se charger entièrement de la réalisation de 500 à 600 kilomètres et de 3 à 5 stations de pression d'air. Pour cela ces 5 pays doivent dépêcher en URSS 20 000 ouvriers et techniciens et investir d'importants capitaux.

En septembre 75 le journal russe «Troud» reconnaissait froidement ces faits en écrivant :

«Cette année, plus de 500 millions de roubles seront affectés aux investissements dans les projets intégrés construits en commun en URSS, la plus grande partie de cette somme provenant des prêts spéciaux fournis par les pays du Comecon intéressés.»

Vers l'intégration des pays de l'Est

Non contents d'aller piller les pays du Comecon, comme d'ailleurs ceux du tiers monde, en volant leurs ressources naturelles et en exploitant sur place leur main d'œuvre, les nouveaux tsars du Kremlin inaugurent donc avec la théorie du «nivellement», une nouvelle méthode impérialiste qui consiste à la mise en valeur de leurs propres ressources et au développement de leur économie, sans qu'il leur en coûte le moindre kopek !Ils peuvent ainsi se consacrer tranquillement au développement forcené de son gigantesque appareil militaire.

L'injustice nourrit la protestation

Et le social-impérialisme n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin et pousse toujours plus loin la vassalisation de ses satellites qu'il entend réduire à l'état de véritables colonies. L'ambassade soviétique en Mongolie vient tout récemment de reconnaître que 14 ministres soviétiques avaient «établi des liens directs» avec les ministères mongols correspondants. Les experts russes participent ainsi directement à l'élaboration des plans annuels en Mongolie.

Plus de 90 % des machines et des équipements importés par la Mongolie proviennent d'URSS qui écoule ainsi au prix fort, ses vieux stocks.

Mais l'injustice nourrit la protestation. Un tel «nivellement» du profit aux dépens des autres suscite un très vif mécontentement dans les pays qui en sont victimes. Les pays du Comecon cherchent de plus en plus ouvertement à échapper aux griffes de l'URSS en diversifiant leurs échanges commerciaux. Avec les pays occidentaux comme en témoigne la signature d'importants accords de la Pologne avec la France ou la récente visite du ministre hongrois du Commerce aux USA, et avec la République populaire de Chine qui reçoit régulièrement la visite de délégations commerciales des pays du Comecon.

Tunisie : Un mois de mai fertile en luttes populaires

En Tunisie, la tension permanente qui prévaut dans les milieux ouvrier, paysan, étudiant, a connu ces derniers temps une nouvelle ampleur.

Le 6 mai, une grève générale des transports commençait, paralysant les chemins de fer sur l'ensemble du pays malgré l'intervention immédiate des forces de répression. Les ouvriers de la SNCFT revendiquaient ainsi le relèvement du salaire minimum en fonction de la hausse des prix, le retour de la semaine de 40 heures.

Le 3 mai déjà, les ouvriers de la SNT entraient en grève totale et organisaient une manifestation de rue, appuyée par les étudiants, aux cris de «Pain, liberté, dignité nationale», «Syndicat libre !». La brutale intervention des forces de police n'a fait que renforcer la solidarité populaire autour des grévistes.

Peu de temps auparavant, une grève se déroulait dans le secteur du textile, à Sfax, employant un personnel presque exclusivement féminin. De même, au cours de la dernière semaine d'avril, les travailleurs de la Société tunisienne d'électricité et du gaz et ceux de la sidérurgie d'Elfoudeh, déclenchaient des grèves prolongées.

A l'université, les affrontements entre étudiants et vigiles armés sont permanents, faisant de nombreux blessés. Parmi les victimes des agressions répétées des vigiles, il semble que deux auraient déjà succombé des suites de leurs blessures pendant que d'autres seraient dans un état grave. Contre cette situation, les grèves se multiplient chez les enseignants comme chez les étudiants.

Plusieurs grévistes interpellés au cours de manifestations ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison après une procédure expéditive. Mais autour des prisonniers politiques aussi la solidarité populaire, impulsée par le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, se renforce.

RASSEMBLEMENT DE TRAVAILLEURS IMMIGRES

Un rassemblement de travailleurs immigrés s'est tenu dans une chaude ambiance révolutionnaire samedi 22 mai dans le 18e arrondissement de Paris à l'appel de l'organisation marxiste-léniniste El Amel Tounsi, pour soutenir les luttes remarquables des ouvriers, paysans et étudiants contre le régime Bourguiba et contre l'impérialisme. Soutenu par de nombreuses organisations françaises et étrangères dont le PCMLF, le meeting a été un succès : la salle était pleine et composée à 90 % d'ouvriers. La solidarité entre la classe ouvrière de France et de Tunisie doit se développer : sa qualité est conditionnée par l'union étroite des marxistes-léninistes français et tunisiens.

Le chômage en Europe

Compte tenu des influences saisonnières, la situation du chômage dans le Marché commun n'a pas baissé depuis le mois dernier. Les neuf pays de la CEE comptaient, selon les statistiques publiées lundi par la commission de Bruxelles 5,10 millions de chômeurs.

Le Danemark et l'Allemangne fédérale enregistrent les mêmes proportions qu'il y a un mois, l'Angleterre a subi une augmentation de 37 pour cent en un an.

Ces statistiques communiquées à la commission européenne sont les suivantes : Belgique 220 165 en avril (plus 37 % par rapport à 1975) ; Danemark 129 800 en avril (inchangé) ; Allemagne 1 093 693 en avril (inchangé) ; France 938 235 en mars (plus 24 %) ; Irlande 112 820 en avril (plus 18 %) Italie 1 218 898 en février (plus 11 %) ; Pays-Bas 199 770 en avril (plus 9 %) ; Grande-Bretagne 1 231 218 en avril (plus 37 %) ; Irlande du Nord 49 899 en avril (plus 36 %).

Vers un accord gréco-turc

Le premier ministre turc vient d'accepter la proposition de négocier un pacte de non agression avec la Grèce, en exprimant sa conviction que la meilleure façon de dissiper la défiance et d'établir une coopération étroite , serait de régler chacun des différends par la négociation : «La Turquie et la Grèce ne peuvent pas se permettre d'être ennemies étant exposées à une même menace» a-t-il déclaré, «c'est un principe de base du gouvernement turc de rendre aux relations turco-grecques le climat d'amitié et de confiance des années 1930 et de faire de la mer Égée un lac de paix unissant les deux pays.

Voilà qui constitue un échec pour les deux superpuissances qui l'une comme l'autre, cherche à dresser les pays entre eux au bénéfice de leurs intérêts hégémonistes.

Inde

7000 arrestations pour distribution de journaux clandestins

Plus de 7 000 personnes ont été arrêtées en Inde, au cours des derniers mois pour participation à la distribution de brochures et journaux clandestins jugés «répréhensibles» par le gouvernement d'Indira Gandhi. 34 presses d'imprimeries clandestines ont également été saisies. Pourtant les inculpations «d'incitation à l'agitation et la subversion», par leur ampleur même, révèlent l'importance du courant d'opposition à la politique fasciste d'Indira Gandhi qui ne peut gouverner que grâce à la rigueur de l'état d'urgence instauré dans tout le pays depuis bientôt un an.

Non à une intervention française au Liban

(Suite de la p. 1)

comme le déplacement d'une partie de la flotte de guerre française de Brest vers Toulon. C'est bel et bien dans le cadre des rivalités inter-impérialistes qui opposent la France aux deux superpuissances qu'il faut replacer ce projet d'intervention qui, de plus, constituerait un précédent dont les deux superpuissances ne manqueraient pas de se saisir pour provoquer une «internationalisation» du conflit dont elles chercheraient, l'une comme l'autre, à tirer profit.

Des troupes françaises sont déjà stationnées hors de France. Au Tchad, à Mayotte, à Djibouti, quel rôle y jouent-elles si ce n'est celui d'une force d'oppression coloniale ou néo-coloniale dirigée contre les peuples de ces pays ? La France se prétend «l'amie des Arabes», elle qui soutient l'existence d'Israël, laisse assassiner sans broncher sur son propre sol des leaders palestiniens, des travailleurs immigrés maghrébins, elle qui expulse les grévistes de la Sonacotra. De quel droit prétend-elle maintenant, au nom de cette prétendue amitié, aller tirer sur des Libanais ? Mais ce projet risque de faire long feu. Déjà de nombreuses voix de patriotes libanais, de responsables palestiniens, de différents Etats arabes, se sont élevées pour protester avec indignation contre ce projet impérialiste. Le peuple de France se tiendra à leurs côtés pour le faire échouer.

Congrès du CNJA

HUEES POUR CHIRAC

Devant les cinq cents délégués du Centre national des jeunes agriculteurs, réunis en congrès à Bordeaux, Chirac et son acolyte à l'Agriculture, Christian Bonnet, ont connu un après-midi mouvementé.

Accueilli aux cris unanimes de «Libérez Teisseyre !» le petit viticulteur de l'Aude toujours emprisonné sous l'inculpation de participation à la fusillade de Montredon, le long discours de Chirac a été fréquemment interrompu par des injures et des quolibets lancés par la salle.

Une colère particulièrement vive s'est manifestée lorsque le premier ministre après avoir réaffirmé qu'il serait «inconcevable» que le revenu des petis et moyens paysans régresse pour la troisième année consécutive, a eu le toupet de prétendre qu'au cours du VIe plan ce revenu avait connu «une progression notable».

Des remous se sont également produits dans la salle lorsque Chirac s'est hypocritement étonné d'une «tendance dangereuse pour notre pays, la disparitipn des agriculteurs. Au rythme actuel, ils risquent de n'être plus que 250 000 dans 30 ans, soit plus de quatre fois moins qu'actuellement».

Mais qui planifie cet étranglement des petits paysans ? Qui si ce n'est ce gouvernement des monopoles capitalistes dont Chirac est l'un des porte-paroles ?

A cette politique volontaire qui, au-delà des paroles et des promesses rassurantes, organise leur disparition et les jette dans la misère, les petits paysans ont une réponse : l'action, la lutte.

Ainsi les producteurs de cerises qui ont incendié près d'Apt un camion transportant 20 tonnes de cerises : il faut savoir qu'on leur paie 1,60 F actuellement le kilo dont la production leur revient à 2,50 F, ce même kilo qu'on fait payer au consommateur entre 15 et 20 F.

Le même jour, dans le Morbihan, une centaine de cultivateurs ont labouré et ensemencé en maïs, 4 ha d'une propriété de 11 ha appartenant à un agent d'assurances pour protester contre le refus de celui-ci de louer ses terres non exploitées à deux cultivateurs voisins dépourvus de terre.

Enfin, près d'Alençon, un commando d'agriculteurs a «libéré» une trentaine de bovins importés d'Autriche et promis à l'abattage dans une entreprise spécialisée. Et tout le pays s'est franchement réjoui à voir les gendarmes galoper derrière les bovins sur la route nationale où ils avaient élu domicile.

Toutes ces actions, accomplies en diverses régions, et sur divers secteurs en moins de 48 heures, témoignent que pour les petits paysans le temps des boniments est bien passé. Chirac et consorts en ont eu un avant-goût à ce congrès.

COLERE A PLOUHINEC

Les parents de Romain Le Gal perquisitionnés

La bourgeoisie continue ses manœuvres d'intimidation. Récemment les flics sont allés perquisitionner au domicile des parents de Romain et sont retournés perquisitionner à son domicile sur ordre de Gallut, juge d'instruction à la cour de sûreté de l'État. Bien mal leur en prit car ils se sont retrouvés face aux parents de Romain, petits paysans de Plouhinec, bien décidés à ne pas entrer dans leur jeu et à refuser de signer quoi que ce soit concernant Romain ; Mme Le Gal, la mère de notre camarade, affirme d'ailleurs : «Quand je les ai vus, j'ai tout compris de leurs manœuvres d'intimidation, un des flics laissant échapper sa colère en disant : "Je souhaite qu'un jour vous soyez cambriolés." Ils n'ont fait que me faire comprendre un peu plus encore ce qu'ils représentent.»

Les auditions des camarades inculpés devant Gallut continuent : vendredi 14 c'était Jean, lundi 17 Jacques, mercredi 19 Hervé, mais rien n'y fait et leur détermination comme la nôtre grandit dans l'épreuve et la lutte. Non ces commis de la bourgeoisie qui nous gouvernent ne nous font pas peur, pas plus que leur justice et tous leurs représentants, il faut continuer la lutte pour exiger la libération immédiate de Romain et de tous les prisonniers politiques, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État, l'abrogation des lois fascisantes, et s'appuyer résolument sur la classe ouvrière, sur la paysannerie petite et moyenne, sur les masses populaires et sur tous les démocrates antifascistes. Il faut expliquer aux masses que Romain et ses camarades sont victimes de la répression parce que ce sont des révolutionnaires, des communistes authentiques et qu'ils combattent aux côtés de leurs frères de classe le système capitaliste pour construire une société meilleure à laquelle tous aspirent ; il faut aussi dénoncer ces commis de la bourgeoisie que sont les révisionnistes et les dirigeants de l'Union de la fausse «gauche» qui sont en train de se demander si... les camarades inculpés sont «défendables»... du point de vue de la légalité... bourgeoise bien sûr. Les révolutionnaires communistes marxistes-léninistes ne se placent pas du point de vue de la bourgeoisie mais du point de vue du prolétariat car on ne défend pas les intérêts du prolétariat en se plaçant du point de vue de la bourgeoisie comme le font ces traitres.

Camarades, il faut continuer à se mobiliser, à écrire à Romain — Romain Le Gal (Maison d'arrêt de Fresnes 655 583 — 1/351 B — 1, av. Division Leclerc 94261 Fresnes), à lui envoyer des motions de soutien et montrer à la bourgeoisie qu'on n'isole pas ainsi un travailleur, qu'elle ne pourra pas continuer à refuser la mise en liberté de Romain et ses manœuvres du genre : perquisition, flicage des marxistes-léninistes, blocage du courrier destiné à Romain, etc.

Libérez Le Gal et tous les prisonniers politiques. Vive la juste lutte de classe. Le socialisme et le communisme triompheront.

Un camarade.

Communiqué de la section SGEN-CFDT des écoles normales de Mérignac et de Caudéran (Gironde)

Face à la montée des luttes, la bourgeoisie au pouvoir ne peut opposer qu'une répression tous azimuts :

— arrestations de militans syndicaux
— emprisonnement sans jugement de nombreux soldats
— inculpation de Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste
— jugement de Siméoni
— arrestation du viticulteur A. Teisseyre.

Nous EXIGEONS :

— la levée des inculpations
— la libération des emprisonnés
— la dissolution de la cour de sûreté de l'État, juridiction d'exception.

+ 0,9 % de hausse des prix en mars

De l'aveu même d'un communiqué du ministère des Finances, publié mercredi, la hausse des prix pour l'ensemble de la France a atteint 0,9 % en mars.

Parmi les plus touchés, les produits alimentaires (la pomme de terre devient un plat de luxe et les fruits primeurs sont carrément inabordables), les produits manufacturés et les services.

Comme on le voit il est peu de secteurs qui soient épargnés !

Si l'on raisonne sur un an cette fois, la hausse donne les résultats suivants : plus 11 % pour les produits alimentaires, plus 7,4 % pour les produits manufacturés, et plus 12,1 % pour les services.

Pour beaucoup de familles ouvrières une telle baisse du pouvoir d'achat devient absolument insupportable. Elle se traduit par une impossibilité et un refus de paiement des charges locatives des loyers de HLM, des impôts et une intensification des luttes pour imposer une augmentation générale des salaires, de plus en plus souvent appuyées par des occupations d'usine comme les luttes qui se mènent contre les licenciements.

FOYERS SONACOTRA

Une lettre des délégués algériens au président Boumediène

Les délégués algériens du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève dénoncent dans une lettre adressée au président de la République algérienne, Houari Boumediène, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Algérie en France, l'attitude de l'Amicale des Algériens en Europe dans le conflit qui l'oppose depuis plusieurs mois à la direction des foyers.

Selon les délégués en effet, l'Amicale «cherche depuis des mois, à casser notre lutte, à discréditer nos délégués, à désorganiser notre mouvement et refuse des négociations globales avec les représentants élus».

»Depuis des mois, poursuivent les délégués, dans les foyers, elle détruit notre unité, nous divise, cherchant à nous séparer, comme Algériens, des autres travailleurs. Elle travaille avec la direction de la Sonacotra et le pouvoir pour que nous acceptions sans rien dire d'être exploités et expulsés comme des chiens».

»Ce que nous demandons, concluent les délégués, c'est l'égalité des droits pour tous les travailleurs. Ce que nous demandons aussi pour nous-mêmes et pour l'ensemble des travailleurs immigrés, c'est ce que vous demandez toujours pour notre peuple et l'ensemble des peuples d'Afrique et du tiers monde — qu'ils soient unis et organisés pour mieux refuser l'exploitation —. Alors, pourquoi vouloir casser notre unité, notre organisation, qui est la seule chance que nous ayons de faire respecter nos droits les plus élémentaires. Nous souhaitons être entendus par vous. Nous sommes conscients que le combat que nous menons est juste...

Et nous souhaitons pouvoir nous en expliquer directement avec vous».

Marseille

Reprise des opérations «coups de poing»

Une nouvelle opération «coups de poing» pudiquement baptisée «de contrôle» s'est déroulée dans la nuit de vendredi à samedi dans les quartiers de la périphérie nord de Marseille et à Salon-de-Provence.

Au total 2 475 personnes ont été interpellées et 370 d'entre elles ont été soumises à un «examen de situation plus approfondi». 610 véhicules ont été contrôlés et, bien entendu, les forces de répression n'ont pas attendu que le nouveau projet de loi répressif du ministre de l'Intérieur ait été adopté pour s'arroger le droit de fouiller les véhicules.

ISSY-LES-MOULINEAUX LA BLANCHISSERIE DE GRENELLE DOIT PAYER

Vendredi matin à l'usine de la Blanchisserie, toujours occupée par les travailleurs, c'était l'assemblée quotidienne des grévistes.

Pour la première fois depuis le début de la grève (23 avril) la direction faisait des propositions, après avoir constamment demandé l'évacuation de l'usine comme préalable auparavant.

Ce changement d'attitude de la part des patrons montre bien que la fermeté et la détermination des grévistes est payante et que le rapport de force a évolué en leur faveur. Le directeur a proposé : 2 % d'augmentation au 1er juillet et 3 % au 1er octobre ! Pas un mot sur les 1 800 F minimum, sur les 200 F d'augmentation de la prime de vacances, le paiement des jours de grève et la réintégration de deux livreurs. Devant la protestation générale des grévistes il reproposait 3 % au 1er juin et 2 % au 1er octobre et 100 F d.augmentation pour la prime de vacances ! Cela n'a eu pour effet que d'augmenter la colère des travailleurs qui décidèrent sur-le-champ de poursuivre la grève. Les ouvrières et les ouvriers de la Blanchisserie de Grenelle ne veulent pas de miettes, ils veulent la satisfaction de toutes leurs revendications. Le directeur effrayé parvint à s'enfuir de l'usine juste avant la fermeture des portes. Aussitôt une manifestation est décidée et organisée à Matignon aux cris de : «La Blanchisserie de Grenelle peut et doit payer». A Jouy-en-Josas les 30 travailleurs d'une entreprise de la Blanchisserie de Grenelle sont également en grève. La grève continue, jusqu'à la victoire !

Ecoles d'infirmières

POUR UNE COORDINATION NATIONALE DES LUTTES

Cela fait maintenant plusieurs mois que différentes écoles d'infirmières ont engagé l'action pour différentes revendications qui concernent :

les rémunérations,

les conditions de stage, et les droits sociaux,

la liberté d'organisation et d'expression syndicale et politique.

Diverses initiatives de coordinations régionales et nationales ont déjà été prises pour élaborer une plateforme de revendications et définir des moyens d'action. Cependant, la bataille en ordre dispersé, l'absence d'unification des élèves elles (eux) mêmes sur la définition d'un statut commun, semblent encore l'emporter dans le mouvement. Néammoins les aspirations à l'unité d'action sont grandes là comme ailleurs chez les ouvriers ou les étudiants. De notre point de vue il faut soutenir concrètement ces aspirations, construire l'unité de la masse des élèves et combattre les manœuvres réactionnaires qui ne manquent pas de venir s'y opposer.

Pour nous marxistes-léninistes il ne saurait être question de capituler devant les difficultés et de se résigner par exemple à l'action école par école. Ce qui ne peut aboutir qu'à la division et à la défaite. La pratique des révisionnistes à l'égard des foyers Sonacotra en grève des loyers doit d'ailleurs nous éclairer sur cette question.

Il ne saurait être question non plus de se soumettre à des opérations, même baptisées coordination nationale, qui ne seraient que l'occasion pour une poignée de trotskystes ou révisionnistes de récupérer à leur profit la lutte des élèves infirmières. Nous combattons pour l'élaboration d'un statut de travailleurs sociaux en formation qui soit réellement l'émanation démocratique de la lutte idéologique et politique au sein des masses.

L'action dans chaque école, le choix de formes d'organisations et de revendications décidées par les élèves elles (eux) mêmes ne sont pas contradictoires avec l'impulsion de coordinations régionales ou nationales et la recherche de l'unité d'action ; à condition que l'on place au poste de commande la solidarité avec les luttes de la classe ouvrière, la lutte contre le système capitaliste dans la santé et que l'on combatte aussi bien le localisme égoïste et corporatiste que les manipulaitons d'état-majors politiques bourgeois.

(Lire ci-dessous l'article d'une élève infirmière de Nantes.

Ecole d'infirmières de Nantes

Appel aux autres écoles

Votée le 4 mai, la grève avait été reconduite jusqu'au jeudi 13 mai, date de la convocation d'un conseil technique extraordinaire (voir HR No 492).

Ce jour-là, le conseil technique réaffirme que l'école d'infirmières n'a qu'un seul but : «Former uniquement des techniciens» ; en conséquence, les élèves n'ont pas à y affirmer des convictions politiques, religieuses...

Traduisons les élèves ont le droit et même le devoir d'écouter l'avis des patrons toubib qui font les cours, d'entendre l'avis du directeur du CHR sur la législation, mais surtout pas de savoir l'avis des ouvriers des CHS (comité d'hygiène et de sécurité), celui des syndicalistes du secteur santé.

La grève fut donc revotée jusqu'au mardi soir 18 mai, lendemain du conseil d'administration de l'hôpital, et d'un conseil technique.

Résultats de ces conseils : les directions se retranchent derrière leurs limites financières et donc derrière le ministre de la Santé.

C'est pourquoi, après 15 jours de grève sans aucun résultat, nous voulons élargir notre mouvement à l'ensemble des écoles de France.

Toutes les élèves des autres écoles étaient donc fortement invitées à venir à Nantes samedi 22 et dimanche 23 pour une coordination nationale (chaque école devant recevoir des précisions).

Ces deux jours sont capitaux, car devant le refus des directions, seule une action nationale peut nous mener à la victoire.

Les cours ont donc repris ce matin à Nantes.

Quant au bilan de la grève, si aucune de nos revendications n'a été satisfaite, de nombreux points sont toutefois positifs : des monitrices-enseignantes ont été gagnées à notre cause ; nous avons eu le soutien du personnel hospitalier.

Mais surtout la grève a été pour nous l'occasion de faire intervenir des gens sur le problème de la santé : Planning familial, médecin de la médecine du travail, ouvrier du CHS d'une grande entreprise nantaise, membre de la FNMIP (Fédération nationale des malades et infirmes physiques), membres de la commission d'un quartier...

Mais nous ne pouvons en rester là. Seule, l'unité dans un vaste mouvement national nous permettra d'arracher nos revendications.

Une élève infirmière de Nantes.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT A LA SAUCE HUMA-DIMANCHE

Dans une enquête sur l'usine Dassault d'Argenteuil, l'**Humanité-Dimanche** a publié cettte définition : «La dictature du prolétariat, c'est quand dans une taule de 1 000 gars, il y en a 300, les plus combatifs, qui sont obligés de taper sur la gueule des autres pour avoir raison, ils ont sûrement raison. Mais s'ils ne sont pas arrivés à entraîner les autres sur la voie des idées, ils vont à l'échec». Ainsi, la dictature du prolétairat ne serait pas une dictature sur la bourgeoisie, mais la violence exercée par une minorité du prolétariat sur la majorité du prolétariat !

Un lecteur.

GREVE DU PERSONNEL DES CANTINES AU CENTRE D'ETUDES NUCLÉAIRES DE SACLAY

Le personnel de deux cantines (sur les trois de Saclay) est en grève pour l'obtention du 13e mois ; le personnel, en majorité des femmes, poursuit la grève depuis 9 jours, pour une cantine et 3 jours pour l'autre. Les patrons des 2 cantines (Jacques Borel et la société hôtelière de restauration) n'ont encore rien voulu céder. Jacques Borel, patron de choc, a voulu briser la grève dès le premier jour en remplaçant les grévistes par des intérimaires ! Mais les grévistes ont riposté en organisant un piquet de dissuasion devant la cantine pour que les travailleurs du CEA n'aillent pas y manger.

D'autre part, les grévistes vendent des sandwichs aux travailleurs qui leur apportent ainsi un soutien financier.

Forts du soutien du personnel CEA, le personnel des cantines luttera jusqu'à la victoire.

Caron-Ozanne (Caen)

La riposte s'organise

Après une assemblée générale du personnel, les travailleurs de Caron-Ozanne votaient la grève illimitée avec occupation de l'imprimerie, ceci pour obtenir le départ du directeur Doreau et l'annulation des 48 licenciements.

Depuis le 5 juin 1975, les «Caron-Ozanne» occupaient l'imprimerie, et ils ont tout fait pour démontrer que cette imprimerie pouvait vivre. C'est ainsi qu'ils créèrent un journal, «Ouest-Licenciements», dont les colonnes sont ouvertes à tous les travailleurs en lutte. Les «Caron-Ozanne» ont décidé unanimement de mettre les machines au service de la lutte !

A Caen, après Blaupunkt, Vet-France, Modling, la bourgeoisie capitaliste a choisi une fois de plus la force, la répression pour répondre aux justes et légitimes revendications des travailleurs de Caron-Ozanne : *«Du travail pour tous !» «Pas un seul licenciement !»*

FACE A LA RÉPRESSION, L'OFFENSIVE OUVRIERE

L'expulsion nocturne dans la nuit du 19 au 20 mai par 250 gardes mobiles et le remplacement des travailleurs de Caron-Ozanne par des milices patronales armées, sont une véritable provocation contre le mouvement ouvrier et dévoilent le visage d'une répression toujours plus accrue.

Le vendredi 21 mai à 17 h 30 sont partis de la place St-Pierre à Caen 2 000 travailleurs manifestant aux côtés des «Caron-Ozanne» l'imprimerie IMRO en lutte avec occupation, des travailleurs de la «Saviem», un centre AFPA regroupant sous une banderole unitaire syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués, qui eux luttent pour la réintégration d'un stagiaire licencié, des étudiants, des lycéens, tous manifestaient leur soutien aux «Caron-Ozanne».

Durant la manifestation de nombreux mots d'ordre furent scandés : *«Les flics hors de Caron !», «Union action contre la répression», «Caron Claudel, halte à la répression», «Chirac Ponia ça suffit dehors les matraques», «Caron Lip Griffet solidarité», «La relance c'est du bidon, Giscard-Chirac n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut frapper», «Dissolution des milices patronales», «Justice bourgeoise, justice du capital», «Caron-Ozanne, non au démantèlement, Ouest-France peut payer, Ouest-France paiera», «Non à la répression, non aux violences policières, non aux milices patronales», «Caron Lip Griffet, non au démantèlement».*

Avant cette manifestation des délégués CGT et CFDT de Caron-Ozanne ont expliqué leur lutte et lu des messages de soutien. A Besançon mercredi 21 mai, les «Lip» ont manifesté à 300 devant l'Hôtel-de-ville et ont fait un sit-in avec les mots d'ordre : *Caron Griffet Lip solidarité».*

Les travailleurs de Caron-Ozanne doivent se rencontrer en assemblée générale et envisager d'autres ripostes, la manifestation de vendredi 21 mai n'étant qu'un prélude en réponse à la répression patronale et policière.

(De notre envoyé spécial avec des travailleurs de Caron-Ozanne).

Les «CIP» occupent l'ASSEDIC de Lens

Les grévistes de la CIP (Confection industrielle) en grève depuis 10 mois contre le démantèlement et les licenciements ont occupé l'ASSEDIC de Lens mardi.

Cette occupation avait pour but de protester contre la décision prise le 3 mai dernier par la commission paritaire de l'ASSEDIC de supprimer la garantie de 90 % des salaires accordée à la plupart des travailleuses.

Voilà qui éclairera un peu mieux ceux qui croient encore à ces 90 % pendant 1 an. Les 90 % ce n'est qu'une mystification, ce n'est que de la poudre aux yeux, qui ne vise en fait qu'à faire croire que l'aide aux chômeurs existe. Les travailleuses de la CIP montrent clairement que tout n'est que mensonge dans ces prétendus 90 %...

LIP

POPULARISATION DE BESANÇON A MUNICH

Les travailleurs ont reçu leur lettre de licenciement, et pour l'instant il n'y a rien de précis en ce qui concerne le rachat de la boîte par les Allemands ou les Japonais.

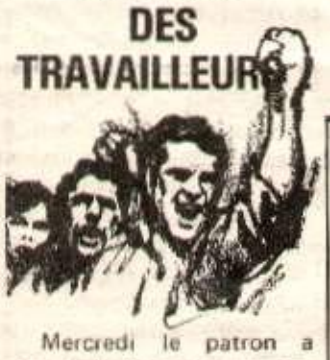
Au cours de la manifestation de mardi, (environ 700 personnes) les travailleurs ont collé le double de leurs lettres de licenciement sur le trottoir et les portes de la Préfecture. Et elles étaient bien collées car les services de voirie ont eu un mal de chien à les décoller ! Dans l'ensemble les réactions de la population sont extrêmement favorables. La manifestation s'est dispersée en criant : «Préfet, t'as pas fini de nous voir !»

Il y a malgré tout un problème à surmonter, qui démobilise certains travailleurs et donc divise, c'et la fameuse tarte à la crème des accords de chômage (indemnisant à 90 %). Voir ci-contre ce qu'il en est pour les ouvrières de la CIP. Les ouvriers peuvent dire merci aux bourgeois qui ont signé cet accord et essayé de faire croire qu'il s'agissait d'une «victoire», les Séguy et consorts.

Les Lip continuent la popularisation auprès de la population bisontine. Ils retournent régulièrement dans le Haut-Doubs (où est concentrée l'industrie horlogère), la semaine prochaine ils seront à Maîche, et en même temps à partir de jeudi prochain ils vont quatre jours à Munich (RFA) où ils sont invités par l'université de Munich où ils doivent rencontrer des ouvriers, des étudiants et enseignants.

Haribo (Marseille)

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS



Mercredi le patron a essayé de diviser les ouvriers grévistes en proposant de passer au coefficient 135 à 145 c'est-à-dire à 10,06 F, uniquement pour les femmes, et rien pour tous les autres. Les travailleurs unanimes ont refusé cette proposition de division et ont exigé l'augmentation pour tous (salaire minimum à 10,06 F pour tous). Les travailleurs sont déterminés à poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

La grève commence à s'organiser, des collectes de soutien ont commencé mercredi matin dans le quartier nord. Les grévistes appellent à la solidarité de tous et demandent de passer les voir à l'usine où ils sont rassemblés 217, bd Capitaine Gèze - Marseille 14e.

Dernière minute :

Après 5 jours de grève dans l'unité les grévistes — parmi lesquels beaucoup de femmes et de travailleurs immigrés — ont obtenu la victoire. Le patron vient d'accepter de payer les 10 F de l'heure pour lesquels la grève avait été déclenchée lundi dernier. Aujourd'hui lundi les travailleurs reprennent le travail, fiers de leur victoire et tous solidaires. La lutte a payé.

Correspondant HR

Gaz de Lacq

Au lock out de la direction

Les travailleurs répondent par la grève

La direction de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) a répondu arbitrairement à la juste grève des travailleurs par le lock-out de l'usine qui emploie 6 500 personnes.

La grève avait pour objectif de protester contre les projets de restructuration qui ne visent en fin de compte qu'à licencier une grande partie du personnel.

L'usine de la SNPA de Lacq, qui produit 25 millions de m3 de gaz par jour, alimente en gaz et en matières premières, (principalement du soufre) plusieurs usines installées dans le complexe pétrochimique de Lacq. En ce qui concerne la fourniture de gaz urbain desservant une grande partie du pays, le réservoir souterrain de Lussagnet, dans les Landes, contient environ 780 millions de m3, ce qui représente la consommation de 15 jours à 3 semaines.

La grève est reconduite par la décision des travailleurs en assemblée générale et elle correspond à un besoin de coordonner la lutte, à la volonté des travailleurs d'affirmer ensemble leurs revendications.

Grève avec occupation à CDF-Chimie (SNPA)

La grève de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine à Lacq (Pyrénées Atlantiques) contribue au climat de lutte dans tout le complexe industriel de la région. C'est ainsi que le personnel des Charbonnages de France-Chimie s'est mis en grève avec occupation à son tour. La direction a de suite jeté 4 délégués syndicaux devant le tribunal de grande instance de Pau pour «occupation de locaux» et «atteinte au droit de propriété». L'usine CDF-Chimie est installée à Mont (Pyrénées Atlantiques) et elle emploie 150 personnes à la fabrication de polyuréthène à partir de produits fournis par la SNPA.

La direction avait décidé lundi de mettre l'usine en chômage technique en raison de l'interruption des fournitures de gaz. Les travailleurs de CDF-Chimie ont ainsi riposté par l'occupation de l'usine.

Etudiants

A l'issue de la coordination de Rennes

où la question des examens a été au centre des débats

OU EN EST-ON A NANTES ?

Les 20 et 21 mai s'est tenue à Rennes une nouvelle coordination nationale du mouvement étudiant. Elle a eu notamment à prendre position sur la question des examens avec lesquels le gouvernement et les dirigeants révisionnistes escomptent bien briser la lutte. Incapable dans nombre d'endroits d'assurer la tenue des examens — du fait de la lutte de masse des étudiants — le gouvernement annonce qu'ils pourraient avoir lieu au mois de septembre. Il espère ainsi que les vacances aidant, les examens pourraient se dérouler... sans problèmes. Deux positions s'affrontent dans le mouvement étudiant sur cette question des examens : d'une part, le boycott, seul moyen efficace pour que soit balayé cet obstacle à la poursuite de la lutte ; d'autre part, les «examens collectifs», inapplicables dans la plupart des cas et qui reviennent surtout à se placer sur le terrain de la bourgeoisie en acceptant la tenue même des examens, sous quelque forme qu'ils se déroulent. Voyons ici où en est le mouvement étudiant à Nantes, première ville où s'est engagée voici déjà plusieurs mois la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle.

La semaine dernière a été particulièrement mouvementée à l'université de Nantes. Cela a commencé le mardi matin 11 mai. Ce jour-là, la presse titrait en gros caractères : «Université de Nantes : reprise des cours». C'est qu'en toute simplicité, le président de l'université, Sparcel, républicain indépendant, avait fait des démarches la veille auprès des journaux pour qu'ils passent dans leurs colonnes cette information mensongère. Certains lui avaient donc obéi, mettant ainsi à nu leur totale collusion avec le pouvoir.

Le mardi matin, Sparcel, des enseignants du syndicat autonome, des fascistes et des CRS étaient là pour la reprise des cours. Des étudiants étaient dénoncés et arrêtés. Les portes de la faculté de Droit étaient fermées.

Le lendemain une assemblée générale décidait d'organiser une manifestation de protestation pour l'après-midi. Au moins 1 500 personnes allaient y participer. Des mots d'ordre étaient peints sur les murs, en ville, Sparcel, démission». Les étudiants se rendaient au siège du journal Presse-Océan» et le dénonçaient comme vendu et menteur. Ils rejoignaient ensuite le théâtre Graslin. Ils tenaient un meeting sur les marches du théâtre, puis pénétraient à l'intérieur pour y donner une conférence de presse.

Au bout d'une demi-heure des enseignants du SNESup que dirige le PCF intervenaient pour dire qu'à l'extérieur il y avait de la «casse» et qu'il fallait sortir. Sans aucune explication et sans discussion, les étudiants étaient appelés à évacuer l'endroit. La manifestation reprenait. Peu avant la dispersion, les flics chargaient les manifestants avec leurs cars, en les prenant par derrière. Des ambulances, des voitures de pompiers et d'EDF arrivaient également de toutes les directions, hurlant de toutes leurs sirènes.

Des grenades lacrymogènes étaient tirées à partir d'une voiture de pompiers. Des étudiants étaient matraqués et arrêtés. Tentative de regroupement. Deuxième charge, plus violente encore. Les manifestants étaient coincés sur l'un des quais qui longent la Loire, entre le fleuve et les flics. Quelques-uns se jetaient à l'eau. Il devait finalement y avoir 87 interpellations. Tous étaient libérés dans la soirée, non sans avoir été soigneusement fichés auparavant.

Le 13 mai, nouvelle assemblée générale. L'occupation de la faculté des Sciences était décidée pour la soirée. Le moment venu, les étudiants se retrouvaient à 400. Vers 22 heures, 18 cars de CRS — pas moins ! — encerclaient la faculté. Des enseignants négociaient la sortie. Les étudiants partaient en manifestation dans la ville. Des groupes de fascistes rôdaient partout autour.

Le vendredi, les étudiants décidaient d'envoyer une délégation à la brasserie «La Meuse», pour remettre aux ouvriers, dont c'était la 3e semaine de grève, le produit d'une collecte. Malgré l'attitude de certains étudiants qui n'étaient venus que pour donner des leçons aux grévistes — ce qui provoquait à juste titre de vives réactions de leur part —, le bilan de cette rencontre devait s'avérer fort positif, pour les étudiants comme pour les ouvriers. Ces derniers amenaient de la bière aux étudiants. Certains ne cachaient pas leur satisfaction : «Même en 69, les étudiants ne sont pas venus nous voir». En dépit des directions syndicales, de nombreuses discussions s'engageaient entre ouvriers et étudiants.

Lundi 17, une assemblée générale se tenait sur le problème de l'attitude à adopter vis-à-vis des examens. Une lutte très dure s'y déroulait entre les étudiants qui veulent le boycott pur et simple des examens et ceux qui se déclarent partisans d'«examens collectifs». Ce devait finalement être la position de ces derniers qui devait l'emporter. Mais à Nantes comme ailleurs rien n'est définitivement joué. La lutte, plus serrée que jamais, entre les deux lignes objectivement pour ou contre la poursuite du mouvement, continue de se mener.

D'après les informations des militants locaux de la JCMLF.

LA COORDINATION ÉTUDIANTE DE RENNES DÉCIDE : BOYCOTT DES EXAMENS, RÉUNION A TOULOUSE-LE-MIRAIL DE LA 7e COORDINATION NATIONALE LES 28 ET 29 MAI

C'est à la faculté de Rennes II Villejean que s'est tenue les 20 et 21 mai la 6e coordination nationale du mouvement étudiant. Environ 250 étudiants y ont participé au nom de 13 facultés : Nanterre, Censier, Orsay, Lille I, Rennes I, Orléans, Paris V, Tolbiac, Dauphine, Montpellier, Nantes, Langues orientales et Rennes II.

La participation plus réduite que les précédentes coordinations était due aux efforts conjoints des révisionnistes de l'UNEF et des trotskystes de la Ligue de Krivine. A Lyon, en effet, lors de la 5e coordination, où ils avaient réussi de justesse à faire passer leur point de vue, les trotskystes s'étaient refusés à préparer une nouvelle réunion. Ils sentaient qu'ils risqueraient fort d'y essuyer une défaite. Depuis, par deux fois, la faculté des Sciences de Rennes avait envoyé des délégués auprès du Collectif national pour convoquer une nouvelle coordination. Les deux fois, soit que les trotskystes n'étaient pas là, soit qu'ils imposaient leurs vues, le Collectif avait rejeté catégoriquement la proposition de Rennes.

C'est donc seules que les facultés de Lettres et de Sciences de Rennes ont décidé d'organiser la coordination.

Dans les facultes où ils sont représentés, les trotskystes ont manœuvré pour qu'il n'y soit pas envoyé de délégation. Et au niveau national le collectif a bloqué l'information de sa tenue.

Pourtant cette coordination s'est tenue. Elle a rejeté et dénoncé les points de vue que la Ligue de Krivine avait fait adopter à Lyon, et s'est prononcée pour le boycott des examens. Elle a par ailleurs convoqué une nouvelle coordination pour vendredi et samedi prochains à la faculté de Toulouse-le-Mirail.

Contre Sanders

Les petits paysans ne sont pas seuls

Les petits paysans connaissent bien Sanders, l'un des rapaces de l'industrie des aliments du bétail qui utilise les contrats d'intégration comme un moyen de faire du profit à bon compte en vendant cher les produits qu'il fabrique et en sous-payant les animaux qu'il reprend. La technique est simple, finalement elle consiste à laisser à l'éleveur les risques de l'engraissement du bétail, en récupérant la plus grosse part du profit...

Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner que les luttes menées contre Sanders par les petits paysans aient été nombreuses dans les années récentes : que ce soit en Lot-et-Garonne, en Franche-Comté ou en Bourgogne, ou ailleurs... un film entier a été consacré à retracer cette lutte «des dettes pour salaire». On peut y voir le gangstérisme de cette firme qui va jusqu'à traduire devant le tribunal les petits paysans surchargés de dettes après l'utilisation d'un programme d'engraissement déficient, qui reporte toutes les pertes sur les paysans en faisant des comptes truqués.

Cependant les petits éleveurs ne sont pas seuls à s'opposer à cette firme capitaliste. Il y a aussi les ouvriers du groupe, qui s'organisent pour lutter. Car pour Sanders, comme pour les autres firmes agro-alimentaires, exploiter les paysans ne suffit pas, il faut encore produire au moindre coût les aliments qu'on revend pour l'élevage après... et pour cela les ouvriers en bavent !

En juillet 1975 la société Sanders France a été rachetée (à une société américaine) par l'EMC (Entreprise minière et chimique), un groupe nationalisé qui exploite les potasses d'Alsace et produit des engrais azotophosphatés. Les agriculteurs la connaissent sous le nom de SCPA (Société commerciale des potasses et de l'azote). Le fait que la gestion de Sanders soit assurée par un groupe nationalisé n'a pas changé la situation.

Les conditions de travail sont toujours aussi difficiles, les salaires n'auraient pas augmenté sans la lutte des travailleurs. D'ailleurs ils restent toujours à la tête du client. Dans l'usine mère de Juvisy-Athis-Mons (Essonne) par exemple, pour s'opposer aux magouilles patronales qui maintenaient les ouvriers à leur botte par un syndicat maison, en juin 1975 les ouvriers combatifs ont réussi à imposer une section CGT. Cette section s'est créée en s'appuyant sur les ouvriers les plus exploités, la base de revendication était la suivante :

— pas de salaire inférieur à 2 000 F net sur 13 mois 1/2.

— 1/4 d'heure de douche payé, masque antipoussière, chaussures de sécurité.

— une camionnette pour faire la navette de la gare à l'usine.

Peu de temps après des élections devaient avoir lieu : le patron entendait bien n'y présenter que son syndicat maison qui était le seul à exister auparavant. Une grève de 4 heures est déclenchée ; la position du patron ayant été déboutée au tribunal, les ouvriers redressent la tête : ils donnent 8 sièges sur 10 à la section CGT. Ce fut le premier échec du patronat de Sanders.

L'action a démarré au départ sur deux axes principaux : augmentation uniforme de 200 F pour tous, amélioration des conditions de travail. Mais la compromission des dirigeants FO avec le patron n'a pas permis de la faire aboutir complètement. Ceux-ci se sont mis à soutenir le principe des augmentations au pourcentage, arme des capitalistes qui permet de creuser les écarts entre les bas salaires et ceux des cadres.

Finalement le patron n'a accordé qu'une augmentation de 2 %, plus 68 F uniformes, ainsi que les revendications sur les conditions de travail (camionnette, 1/4 d'heure de douche payé, masque antipoussière, chaussures).

La traitrise des dirigeants FO qui aboutit à diviser les ouvriers entre eux, face au patron, s'est encore vue sur le plan de la lutte pour la réforme de la grille des sasalaires : qualification à la tête du client, différences pour un même poste, coefficient trop bas. Ce syndicat réussit à maintenir plus bas les salaires des employés par rapport aux ouvriers (pourtant mal payés) ; il négocie avec le patron pour la grille hiérarchique sur la base des critères bourgeois (connaissance, reponsabilité). Au bout du compte les 2 000 F par mois n'ont pas été obtenus pour les employés et le principe du pourcentage a été maintenu. A l'heure actuelle la lutte continue, mais elle doit s'étendre.

Face à l'oppression du trust Sanders, les ouvriers de Sanders Juvisy se proposent de développer les liaisons entre les différentes usines, en chassant les délégués traitres, et en réalisant l'unité des ouvriers au niveau du trust. Mais ils pensent aussi que leur lutte doit être connue des paysans, car elle contribue à la remise en cause de ce trust qui exploite les paysans.

Contre Sanders les ouvriers et les petits paysans doivent être unis et solidaires !

Lot et garonne

Plusieurs centaines de personnes à la rencontre de la Chine

Le comité d'Agen de l'Association des amitiés franco-chinoises vient d'organiser en Lot-et-Garonne une série de conférences-débats sur la Chine socialiste animée par Jean Cardonnel.

Le considérable succès remporté par ces journées démontre le très vif intérêt que manifeste le peuple de notre pays pour les réalisations du peuple chinois.

Des publics très divers, beaucoup de questions et surtout sur le peuple chinois, la réalisation d'un autre type de société, d'un autre type d'homme et de rapports humains, un intérêt considérable pour les brochures, livres, affiches, papiers découpés.. que l'on s'arrachait, ont contribué à renforcer l'amitié entre le peuple de France et le peuple chinois.

— A Agen tout d'abord où, après la projection du film «Le coq chante à minuit», Jean Cardonnel apportait son témoignage et très vite un débat souvent animé, passionné, jamais hostile s'instaurait. Près de 200 personnes (dont beaucoup de jeunes) participaient à la soirée.

— A Fumel ensuite, puis à Nérac un public très varié s'enthousiasmait pour la Chine.

— Puis c'est dans le milieu paysan en particulier dans le petit village de Cuq, puis à Valence d'Agen que, à partir d'un montage diapos sur les communes populaires une discussion passionnante intervenait : les petits paysans de notre région semblaient «sentir» la Chine avec une profonde intuition de classe.

En fin de compte, 3 journées enthousiasmantes de découverte, de prise de conscience, de questions à propos d'un peuple qui prend en main son propre destin.

La passion, la chaleur, la conviction profonde de Jean Cardonnel ont toujours donné à ces débats une qualité exceptionnelle.

Rennes

l'Humanité Rouge
J.C.M.L.F.
MEETING
MARDI 25 MAI
20h30 "Quelle lutte dans les FACS
les marxistes-léninistes répondent à vos questions.
FAC DE SCIENCES BEAULIEU. AMPHI K.
(Ier cycle)

25 MILLIONS POUR QUE VIVE L'HUMANITE ROUGE

Une lectrice nous écrit

Le journal que nous lisons le matin s'appelle l'Humanité Rouge
Il lui faut 25 millions pour continuer
A porter chaque jour dans ses colonnes
La lumière du drapeau rouge
La force des poings levés
L'espoir de la faucille et du marteau

A la première page de notre journal
Aujourd'hui on parle de se rassembler
Pour faire libérer notre camarade, notre camarade Romain Le Gal
C'est pourquoi le visage blond, le visage courageux de notre camarade Romain
Éclaire ce matin notre première page

Ce matin nous savons que les ouvriers d'OTP
A Gonesse résistent aux chiens et aux armes
Ce matin nous savons qu'en Chine un soldat de l'armée du peuple a été guéri d'un cancer
Ce matin nous savons la France en lutte et le monde en marche
Ce matin nous voilà unis comme les doigts d'une main
Par la force de notre journal
Par la force de l'Humanité Rouge

Le peuple,
C'est-à-dire les cent lumières des cent foyers
Qui brillent aux façades des HLM,
Le peuple,
Avec ses meilleurs fils, les communistes,
Fera de la terre un champ blond
Comme les cheveux drus de Romain Le Gal
Dans nos blés vont fleurir les coquelicots de nos drapeaux
Et les bleuets triomphants de nos usines fumantes.

Ce matin notre camarade Jacques Jurquet
Nous appelle à soulever la fatigue quotidienne
Pour épauler nos frères palestiniens et sahraouis
Nos frères blessés, nos frères en sang, nos frères en armes,

Parce qu'à force de viser les mêmes ennemis au bout du même fusil,
Nos mains qui n'ont pas la même couleur
Sont devenues fraternelles dans le même combat
C'est le beau sang joyeux du peuple qui bat dans nos articles
C'est le courage du prolétariat sûr de vaincre
Et fier de libérer l'humanité,
Ce sont les bras unis des ouvriers, des paysans et de la jeunesse
Qui font vivre l'Humanité rouge.

Ce matin, de Lille à Marseille, à la porte des usines et sur les marchés,
Les communistes marxistes-léninistes de France vont récolter les 25 millions
Pour que vive l'Humanité Rouge.

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge — CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Dans l'Essonne

Petite chronique de la foire commerciale de Brétigny / Orge

Rien ne va plus pour les révisionnistes !

Quand ils étaient comme des radis, c'est-à-dire rouge de l'extérieur et blanc de l'intérieur, les bourgeois les attaquaient de l'extérieur. Miantenant qu'ils sont comme les navets c'est-à-dire blanc à l'extérieur et blanc à l'intérieur, c'est de leurs propres rangs qu'ils ont des problèmes.

Voici pendant la Foire commerciale, quelques petits incidents intéressants.

1/ Le directeur (très proche du PCF) du centre culturel de la ville (à majorité PCF) le premier soir de la fête, écœuré par les magouilles financières des dirigeants révisionnistes et de leur conception de l'animation culturelle, aidé par son état «second» causé par l'alcool, attaque publiquement les dirigeants révisionnistes et pontes de la mairie en dénonçant les cuisines financières de la municipalité.

Le conseiller général, petit chef révisionniste du coin, maire adjoint de la ville, faisait paraît-il la «gueule»...

Gageons que ce directeur ne fasse pas de vieux os ici !

2/ Une troupe théatrale de ce même centre culturel «Les citrons verts» prévus au programme de la foire, parce qu'ils rentraient dans le cortège des chars en dénonçant (déguisements, masques, panneaux, voiture décorée, etc.) le chômage et son responsable, le capitalisme, fut éjectée par la flicaille sur l'ordre du garde champêtre très proche des révisionnistes, syndiqué à la CGT.

Les arguments de ce garde-champêtre et des responsables révisionnistes rejoignant ceux des personnalités de droite étaient :

«La foire c'est pas politique, c'est fait pour s'amuser !»

Sa troupe ainsi que de nombreuses personnes se sont posé la question «Quelle est la différence entre une municipalité "de droite" et une municipalité "de gauche"» ?

De nombreuses personnes pendant cette foire virent que c'était aussi un tremplin pour les campagnes électorales futures. Et qu'il ne fallait pas pour les révisionnistes troubler cette quiétude bourgeoise de la foire, au profit de justes revendications de la classe ouvrière, car cela risquerait d'effrayer les électeurs et surtout la bourgeoisie...

Correspondant HR.

Artistes et collaboration

DIS MOI CE QUE TU CHANTES POUR QUI TU LE CHANTES ET JE TE DIRAI QUI TU ES

Comme la bourgeoisie interdit ses propres films qui parlent de la conduite exemplaire de ses chanteurs pendant l'occupation, «on va en causer».

Paris décembre 43 : tout le beau monde de la collaboration se presse aux obsèques de Paul Bonaventure Carbone dit «Venture» mort dans un accident de chemin de fer. Il laisse derrière lui une brillante carrière : proxénétisme (Paris, Marseille, Algérie, Egypte), chasse aux «rouges», trafic de drogue, racket, coups de main pour le préfet fasciste Chiappe, tirs sur une manifestation populaire à Marseille suite à l'affaire Stavisky, assassinat du conseiller Prince qui en savait trop long sur les compromissions des flics, des ministres, et encore du fameux préfet Chiappe dans l'affaire citée, trafics d'armes pour les franquistes, puis membre du Parti populaire français du traitre au communisme, fasciste et kollabo Doriot, marché noir, membre du Service de sécurité de la Gestapo, chef de la section 4 sous les ordres du Junker Delage... en bref de quoi transformer son enterrement en événement parisien. On y voit l'état-major nazi, les membres du PPF, l'ambassadeur nazi Otto Abetz, et... Mistinguett et surtout on entend pendant la cérémonie l'admirable Ave Maria de Gounod chanté par le non moins admirable Tino Rossi (il deviendra plus tard un des bons amis du célèbre Mémé Guérini spécialiste en proxénétisme, racket, commandos antigrèves et en service pour DST, SDECE, CIA, UDR, SAC, et aussi... SFIO). La voix est peut-être belle mais l'haleine sent la charogne*.

A la même époque pendant que le peuple subit les pires restrictions, tandis qu'il se bat et que ses fils meurent sous les coups dans les taules, qu'ils tombent au combat pour la liberté, pendant que les nazis envoient les juifs au crématoire avec l'aide pleine de zèle et de dévouement des flics français, notre grand «Momo» (Maurice Chevalier) entonne : «Dans la vie faut pas s'en faire, moi je ne m'en fais pas, toutes ces p'tites misères seront passagères, tout ça s'arrangera». Autrement dit : ces gens-là sont des gens corrects après tout, restez tranquilles et vous n'aurez pas d'ennui, surtout ne vous battez pas, faites confiance au maréchal, c'est qu'un mauvais moment à passer, vivez tranquilles, vivez à genoux.

Pas étonnant après tout cela qu'on ne veuille pas remuer toute cette boue. Le grand «Momo» est parti, d'autres restent et eux peut-être que «dans la vie ils feraient bien de s'en faire» car si la bourgeoisie est amnésique, le peuple lui a de la mémoire.

Un camarade de Rennes.

* Tous ces renseignements sont tirés du livre très documenté d'Alain Jaubert, dossier D comme drogue, qui montre bien que la lutte contre le banditisme est vraiment le dernier des soucis de la bourgeoisie qui utilise plus que largement les services de la pégre.

(publié chez Alain Moreau)

A PROPOS DE LA RUBRIQUE «PROGRAMMES TV»

Il y a presque une semaine nous avons ouvert une rubrique «Programme TV» dans nos colonnes. Cette mesure faisait suite à une demande généralisée des lecteurs répondant au questionnaire d'enquête que nous avons lancé. Le besoin était de voir sélectionner dans ces programmes les émissions qui peuvent avoir un intérêt — ou dont on soit sûr qu'elles seront très regardées —. Le fait «télé» est une réalité, dont on discute le lendemain dans les boites. Deux aspects étaient également envisagés par tous ces lecteurs : avant : le «programme» avec quelques pièces des dossiers permettant aux spectateurs de ne pas subir passivement une télévision de toute façon au service du pouvoir bourgeois ; ensuite, très vite (le lendemain) si possible une critique. Nous avons reçu à la suite de cette mesure, une lettre d'un lecteur critiquant cette décision. Nous ne prétendons pas avoir résolu le problème «TV» qui est encore une fois un phénomène objectif qui fait partie quotidiennement de la vie des larges masses. Nous ne pouvons y rester indifférents. Aussi nous publions cette lettre, en proposant qu'elle ouvre un débat sur cette question et comment elle doit se traduire dans notre quotidien, pour que celui-ci serve de mieux en mieux la classe ouvriére. Répondez à cette lettre, donnez vos arguments pour ou contre, dites-nous si la formule actuelle correspond ou non à vos besoins. A vos plumes, amis lecteurs et camarades !

Camarades,

Une mauvaise surprise dans le quotidien du 18 mai (No 492), sans prévenir, sans justifier ou expliquer, la page 7 présente le programme TV.

Pourquoi ?

Les appréciations critiques sur les émissions, c ritiques très sommaires, ne justifient pas cette publication.

Je pose une question : «Quelle différence faites-vous entre la publication des programmes TV et celle des résultats du tiercé ?»

Personnellement, je n'en vois pas. Si cette publication est la suite de l'enquête menée auprès des lecteurs, elle me semble, en outre, dévaloriser le principe «aller à contre-courant».

Si nous ouvrions un débat sur cette question ?

Fraternellement,

Un lecteur de Paris.

Programmes TV

LUNDI 24 MAI

TF-1

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

20h30 **L'avenir du futur. Mirage. Film US (1964).** *Vous savez de quel genre de film on nous abreuve ? Celui-ci, de suspense et d'angoisse, est le fait d'un réalisateur, Edward Dmitrik, qui «donna» un certain nombre de ses confrères à la Commission des activités «antiaméricaines» pendant la guerre de Corée (c'est-à-dire une commission chargée de réprimer toute personne soupçonnée d'être communiste ou pro).*

23h15 Journal

A-2

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

21h50 **Les chefs-d'œuvre vous questionnent.** *A partir d'un tableau, «La moisson», du peintre flamand du 16e siècle Brueghel, les auteurs de l'émission se demandent si on peut retrouver aujourd'hui les mêmes caractéristiques entre les paysans de 1976 et ceux peints par Brueghel. Seulement ceux que représentait le peintre étaient des petits paysans pauvres, alors que l'invité de l'émission est un exploitant de 80 hectares...*

23h50 Journal

FR-3

19h20 Actualités régionales

19h40 **Tribune libre : René Dumont.** *Ingénieur agronome qui mène depuis longtemps campagne contre la pollution et pour la «protection de la nature». Vient de faire un séjour en Chine pour étudier comment s'y posaient ces questions. Il en a fait un livre ; «Chine — La Révolution culturelle» (Le Seuil).*

19h55 Journal

20h30 **Le hasard et la violence. Film de Ph. Labro (1973).** *Aventure et amour pour un bourgeois quinquagénaire, rôle dans lequel Yves Montand semble se complaire.*

MARDI 25 MAI

TF-1

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

20h30 **Le grand dictionnaire de la chanson.** *Encore Aznavour, le grand persécuté, et puis Jean Ferrat qui chante Aragon, cet imposteur qui se prétend communiste.*

21h25 **Ces années-là.** *Emission de l'ultra-réactionnaire Michel Droit sur l'année 1961 : la guerre d'Algérie se termine, mais des nostalgiques du colonialisme et du fascisme entrent en scène : la sinistre OAS.*

23h20 Journal

A-2

19h20 Actualités régionales

20h00 Journal

20h30 **Dossiers de l'écran : Pétain.** *Film de montage spécialement réalisé pour ce soir sur une crapule que beaucoup ont considéré comme un homme choisi par le destin, providentiel. En fait lui ou un autre, les nazis avaient besoin d'un fantoche pour accomplir ces tristes besognes. Chaque pays occupé par un impérialisme a son Pétain. Film et débat.*

23h30 Journal

FR-3

19h20 Actualités régionales

19h55 Flash journal

20h30 **Barbe-Noire le pirate. Film US de Raoul Walsh (1952).** *Bagarres, trésors, femmes langoureuses en détresse, bons sentiments réactionnaires, Dieu et Bible : on vous entraine dans le royaume du monde bourgeois.*

22h05 Journal.

l'Humanité Rouge

document

USA

INTERVIEW DE MICHAEL KLONSKY

Il y a quelques semaines (cf. HR Nos 442 et 443) nous commencions la publication d'une interview de Michaël Klonsky, président de la Ligue Octobre (marxiste-léniniste) des USA.

Nous venons de recevoir la suite de cet entretien. Après avoir évoqué, dans les parties déjà publiées, l'histoire de la création et de l'édification de la Ligue Octobre, la signification de la lutte des Afro-Américains et des autres minorités nationales, le rôle du parti révisionniste américain, la crise économique aux USA, Michaël Klonsky aborde cette fois-ci les luttes de la classe ouvrière américaine et les nouvelles organisations de combat révolutionnaires dont, avec la participation des marxistes-léninistes, elle s'est dotée récemment.

Le slogan «Du travail, pas de guerre» a été un des principaux slogans que la Ligue Octobre et 70 autres organisations et groupes ont adopté lors de la conférence tenue les 27 et 28 décembre 1975 à Chicago, et qui devait donner naissance à l'organisation Fightback (en français : «Contre attaque»).

Quelle est l'opinion de la Ligue Octobre sur cet événement, et quel rôle cette organisation pourra-t-elle jouer dans les luttes quotidiennes des travailleurs, contre leurs dures conditions d'existence, licenciements et autres problèmes ?

La conférence nationale Fightback a été proposée par la Ligue Octobre et comme tu l'as noté, adoptée par plus de 70 groupes et organisations. Près de 1 500 personnes étaient présentes, et participèrent à la rédaction de structures organisationnelles, d'un programme, premier pas vers la construction d'une nouvelle organisation Fightback de la classe ouvrière.

C'est la première fois qu'une organisation de ce type existe dans ce pays depuis plus de 40 ans. Elle est composée d'éléments de la classe ouvrière et de chômeurs unis dans une lutte commune contre le régime capitaliste.

Le seul recours des travailleurs et chômeurs, jusqu'à présent, était de suivre les leaders syndicaux réactionnaires et révisionnistes, qui se sont montrés incapables de diriger une lutte quelconque contre les efforts de la crise.

Le jeune mouvement marxiste-léniniste, bien que nous n'ayons pas encore de parti, a senti que c'était sa responsabilité d'initier le Fightback maintenant et de montrer l'exemple dans la construction d'une organisation de masse de travailleurs et chômeurs, capable d'organiser des campagnes de revendications autour d'un programme minimum.

Ce programme ne sera pas essentiellement «réformateur», mais aidera à élever le niveau des revendications à la lutte contre le capitalisme. En effet, de plus en plus de gens reconnaissent que le problème n'est pas limité à l'usine, à la ville, mais que c'est le système capitaliste qui est la cause de la crise.

D'un autre côté, un des aspects les plus importants du Fight Back a été le développement de l'unité parmi les marxistes-léninistes qui ont travaillé ensemble à la construction de ce mouvement.

Au moment où, aux USA, nous nous rapprochons de la création dans le futur immédiat de cette avant-garde, nous avons également le devoir d'élever le niveau organisationnel des masses, parallèlement à l'élévation de notre propre niveau organisationnel.

Nous voyons donc le Fight Back de masse contre le système, comme étant partie intégrante de notre effort de construction du parti, en tant qu'avant-garde enraciné dans les luttes de classe.

La formation de ce Fight Back est donc d'une grande signification. Nous pensons que c'est grâce à une telle organisation, au sein de laquelle, de nombreux groupes peuvent entrer et jouer un rôle actif, qu'une réelle campagne peut être organisée pour du travail, la sécurité sociale, les allocation chômage, contre l'oppression de la femme, le racisme, la discrimination, le danger de guerre, en un mot contre le système capitaliste, contre le système impérialiste à la tête duquel se trouvent les deux superpuissances.

La conférence a pris une position avancée par rapport à la défense des droits des minorités nationales, et à l'autodétermination de toutes les nations opprimées dans le monde. La conférence a également pris une juste position vis-à-vis des deux superpuissances.

De nombreux ouvriers d'usine étaient présents, venant des quatre coins du pays, et leur participation à la conférence sera sans aucun doute décisive.

Parmi les principes que nous avons avancés se trouvent :

Des détachements de la police contre des grévistes de la General Electric.

— La nécessité d'une direction ouvrière dans ce Fight Back ;

— Le renforcement de l'unité entre les travailleurs et les chômeurs.

Depuis que cette campagne a été lancée, de nombreuses personnes ont commencé à parler de Fight Back et en particulier les opportunistes et les révisionnistes. Les révisionnistes sont, eux aussi, en train d'organiser une conférence de Fight Back. Seulement, leur programme n'est qu'un programme réformateur (lettres et pétitions à leurs élus) s'appuyant sur le projet de loi Hawkins.

Ce projet de loi fournirait quelques emplois, mais ne diminuerait en aucune façon le taux de chômage. Les révisionnistes, eux, présentent ce projet de loi comme étant la panacée pour le chômage. Leur programme n'est donc essentiellement que pétitions et luttes parlementaires. Ils tentent de promouvoir l'illusion de «détente» parmi les ouvriers avec leur parole «Détente means jobs». En réalité, bien sûr, pas un seul travail aux États-Unis n'a été créé comme résultat de la politique de «détente» ; en réalité le chômage a monté sans cesse.

Nous pensons que notre organisation prendra rapidement de l'ampleur, et qu'elle pourra faire trembler le système capitaliste surtout grâce à la direction marxiste-léniniste qu'elle a actuellement, et plus particulièrement quand le parti sera créé.

Comment conçois-tu le rôle des marxistes-léninistes dans les organisations de masse, et en particulier au sein des syndicats. Quels genres de luttes, d'autre part, les marxistes-léninistes engagent-ils contre les dirigeants syndicaux réactionnaires de l'AFLCIO et les révisionnistes ?

Aux USA, aucun parti marxiste-léniniste ne peut vraiment jouer son rôle d'avant-garde s'il n'est pas implanté dans les syndicats industriels du pays.

Bien qu'un quart seulement de la classe ouvrière américaine soit syndiqué, le mouvement syndical est néanmoins le point crucial où les marxistes-léninistes doivent organiser leur travail, car c'est là où l'on trouve la plus grande concentration de travail industriel et les sections les plus avancées de la classe ouvrière.

Nous avons donc une ligne politique qui consiste à nous concentrer dans les syndicats et à aider les tentatives de syndicalisation, là où le syndicat fait défaut. Cela signifie nécessairement une opposition à la direction réactionnaire syndicaliste.

La classe dirigeante US, grâce à son rôle impérialiste dans le monde, et aux superprofits extorqués de ses pillages colonialistes, a pu acheter une minorité de la couche supérieure du prolétariat, et a placé ses représentants de l'aristocratie ouvrière aux postes de commande des syndicats du pays. Parmi les dirigeants syndicalistes réactionnaires il y a : Iw Abel (United stell workers o' América) et Georges Meany de l'AFLCIO, Frank Fitzsimmons (International Bretherhood of Teamsters), Leonard Woodcock (Uniter automobile workers). Ils jouent le rôle de représentants des monopoles au sein du mouvement ouvrier.

De concert avec les révisionnistes du P«C»USA, ils forment une forte coalition réactionnaire dans le mouvement syndical.

Le travail marxiste-léniniste dans les syndicats ne signifie donc pas seulement de construire et défendre l'organisation contre les attaques et les assauts de la bourgeoisie, mais de mener une lutte quotidienne constante pour renverser la direction de ces traitres et collaborateurs de classe.

Dans les grands syndicats tel que l'acier et l'automobile en particulier, une des tâches principales a été la construction de comités de base militants, qui, unis, se rendent capables de renverser ces dirigeants réactionnaires et les remplacer par des progressistes et des communistes.

De grands progrès ont été réalisés dans beaucoup d'usines, où marxistes-léninistes et autres révolutionnaires ont été élus à la direction du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, un comité de base a été construit à General Motors, en Californie, par des militants de la Ligue Octobre, et d'autres forces.

Ce comité qui a eu jusqu'à 5 000 membres, mobilisa des manifestations de masse, dénonça le capitalisme et les collaborateurs à la direction des syndicats, et remporta de notables victoires.

Mais, un des dangers encourus dans ce genre de «comités», est qu'ils peuvent être remis en question, au travers de processus électoraux, par le simple remplacement d'une série d'opportunistes par une autre. C'est ce qui s'est précisément passé au moment où les marxistes-léninistes étaient relativement faibles et désorganisés.

Ce comité de General Motors dégénéra quand une poignée d'opportunistes furent élus et renversèrent l'ancienne direction établie. Leur première action, le lendemain, fut de se retourner contre les communistes et d'essayer de les expulser. Bien entendu, nous nous battons encore au sein de l'usine, et la base, une fois encore, recommence à se soulever.

Un autre exemple de lutte militante s'est passée en Virginie de l'Ouest, où les mineurs de base ont renversé la direction réactionnaire de Towy Boyle qui était un homme de paille du gangstérisme dans le United mineworkers of America.

«Les mineurs pour la démocratie» est une organisation de base qui s'est développée d'une façon similaire aux comités de base. Dans les élections, les mineurs renversèrent le régime de Tomy Boyle, et remplacèrent celui-ci par Arnold Miller. Mais ce dernier est un réformiste étroitement lié au parti démocrate, et il commence actuellement à être dénoncé comme collaborateur des propriétaires des puits.

Ainsi, de plus en plus, les ouvriers constatent que les réformistes ne sont pas le recours aux leaders syndicaux de droite.

(A suivre)

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 1976